(REPLI PAR LE CEPD)
NUMÉRO DE REGISTRE: 1227

(REPLI PAR LE CEPD)

NOTIFICATION DE CONTRÔLE PREALABLE

DATE DE SOUMISSION: 14/04/2014

NUMÉRO DE DOSSIER: 2014-0435

INSTITUTION: COMITÉ ECONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN

BASE LEGALE : ARTICLE 27-5 DU RÈGLEMENT CE N° 45/2001⁽¹⁾

INFORMATIONS NECESSAIRES²

1/ NOM ET ADRESSE DU RESPONSABLE DU TRAITEMENT

Willem Van der Meerssche (responsable)
Unité Finances et vérification financière - Comité Economique et Social Européen
REM 4004 (Rue Montoyer 92-101, B-1000 Bruxelles)

Christine Fidesser (responsable délégué)
Direction Finances, Budget et Comptabilité - Comité Economique et Social Européen
REM 7008 (Rou Montoyer 92-101, B-1000 Bruxelles)

2/ SERVICES DE L'INSTITUTION OU DE L'ORGANE CHARGÉS DU TRAITEMENT DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Direction Finances, Budget et Comptabilité

3/ INTITULE DU TRAITEMENT

Consultation et mise à jour de la base de données centrale des exclusions (BDCE)

4/ LA OU LES FINALITÉS DU TRAITEMENT

L'exclusion des candidats et soumissionnaires de la participation ou de l'attribution d'un marché au sens des articles 106 à 109 du Règlement financier ("RF")

¹ JO L 8, 12.01.2001.

² **Merci de joindre tout document utile**

5/ DESCRIPTION DE LA CATÉGORIE OU DES CATÉGORIES DE PERSONNES CONCERNÉES

Les candidats et soumissionnaires qui se trouvent dans l'une des situations prévues aux articles 106, 107 et 109 du RF.

6/ DESCRIPTION DES DONNÉES OU DES CATÉGORIES DE DONNÉES (*en incluant, si nécessaire, les catégories particulières de données (Article 10) et/ou l'origine des données*).

Nom et prénom (dans le cas d'une personne physique), adresse, forme juridique ainsi que nom et prénom des personnes investies du pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle (dans le cas d'une personne morale) des opérateurs économiques qui sont dans l'une des situations mentionnées aux articles 106, 107 et 109 du règlement.

7/ INFORMATIONS DESTINÉES AUX PERSONNES CONCERNÉES

Une clause spécifique est insérée dans tous les appels d'offres organisés par les acteurs financiers du CESE:

"Le suivi de votre réponse à l'invitation à soumissionner impliquera l'enregistrement et le traitement de données à caractère personnel (par exemple, nom, adresse, curriculum vitae). Ces données seront traitées conformément au règlement (CE) n° 45/2001 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes communautaires et à la libre circulation de ces données. Sauf indication contraire, les réponses aux questions et les données à caractère personnel demandées sont nécessaires pour l'évaluation de votre offre, conformément aux spécifications de m'invitation à soumissionner, et seront traitées uniquement par [l'entité désignée en qualité de responsable du traitement des données]. Sur demande, vous pouvez obtenir la communication de vos données à caractère personnel et vous pouvez rectifier toute donnée personnelle inexacte ou incomplète. Pour toute question concernant le traitement de vos données personnelles, vous pouvez vous adresser à data.protection@eesc.europa.eu. Vous avez le droit de saisir à tout moment le contrôleur européen de la protection des données en ce qui concerne le traitement de vos données à caractère personnel. Il est porté à votre connaissance que pour assurer la protection des intérêts financiers de l'Union européenne, vos données à caractère personnel peuvent être communiquées aux services d'audit interna, à la Cour des comptes européenne, à l'instance spécialisée en matière d'irrégularités financières ou à l'Office européen de lutte antifraude (OLAF).

Les données à caractère personnel (nom et prénom dans le cas d'une personne physique, adresse, forme juridique ainsi que nom et prénom des personnes investies du pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle, dans le cas d'une personne morale) des opérateurs économiques qui sont dans l'une des situations mentionnées aux articles 106, 107 et 109 du règlement pourront être inscrites dans une base de données centralisée gérée par la Commission (base de données centrale sur les exclusions, BDCE) et communiquées aux personnes désignées au sein de la Commission, ainsi qu'aux autres institutions, agences, autorités et organes mentionnés à l'article 108 du règlement financier. Toute personne inscrite dans la base de données a le droit d'être informée des données enregistrées la concernant, sur demande à adresser au comptable du Comité, ou directement au comptable de la Commission.

Avant d'être inscrit dans la BDCE, le candidat ou le soumissionnaire aura la possibilité d'exprimer son opinion par écrit, dans un délai de 14 jours calendaires. Toutefois, dans l'attente d'une éventuelle décision quant à la durée de l'exclusion et afin de protéger les intérêts financiers de l'Union, il pourra être nécessaire d'émettre une mise en garde d'exclusion, à titres provisoire, avant d'avoir donné la possibilité au tiers concerné d'exprimer son opinion.

La base de données centrale sur les exclusions est gérée par la Commission. Une déclaration spécifique sur la politique en matière de respect de la vie privée peut être consultée sur le site Internet Europa de cette institution, à l'adresse suivant:

http://ec.europa.eu/budget/library/sound_fin_mgt/provacy_statement_ced_en.pdf

Cette clause figure aussi en tant qu'annexe I à la note de service "Consultation de la base de données centrale sur les exclusions".

8/ PROCÉDURES GARANTISSANT LES DROITS DES PERSONNES CONCERNÉES

(Droits d'accès, de faire rectifier, de faire verrouiller, de faire effacer, d'opposition)

La clause spécifique susmentionnée prévoit que les personnes concernées disposent du droit d'être informées en ce qui concerne leurs données et peuvent s'adresser au BDCE points de contact du CESE ou directement au Comptable de la Commission.

En cas de procédure d'enregistrement d'une entité légale dans la BDCE à l'initiative de CESE, les personnes concernées seront notifiées et disposeront d'un délai de 14 jours calendrier pour faire valoir leur point de vue.

9/ PROCÉDURES DE TRAITEMENT AUTOMATISÉES / MANUELLES

Traitement manuel d'informations contenues dans un système automatisé au sens de l'article 3, paragraphe 2 du règlement 45/2001.

10/ SUPPORT DE STOCKAGE DES DONNÉES

Support papier (dans une armoire fermée à clé)

11/ BASE LÉGALE ET LICÉITÉ DU TRAITEMENT

Règlement (UE, EURATOM) N° 966/2012 du Parlement Européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union et abrogeant le règlement (CE, Euratom) N° 1605/2002 du Conseil, articles 106 à 109.

Règlement (CE, EURATOM) N° 1302/2008 de la Commission du 17 décembre 2008 relatif à la base de données centrale sur les exclusions (JO L 344 du 20.12.2008, p. 12)

Décision n° 762/13 A du Secrétaire Général CESE du 17 décembre 2013 concernant la désignation des points de contact pour le CESE pour les questions afférentes à la base de données centrale sur les exclusions (points de contact 'BCE')

La procédure mise en place est considérée nécessaire par le CESE afin de remplir ses obligations légales et sauvegarder, dans l'intérêt public, les intérêts financiers et économiques des institutions européennes

12/ DESTINATAIRES OU CATÉGORIES DE DESTINATAIRES AUXQUELS LES DONNÉES SONT SUSCEPTIBLES D'ÊTRE COMMUNIQUÉES

A) À l'intérieur du CESE

- 1) M Willem Van de Meerssche et Mme Christine Fidesser (points de contact officiel BDCE)
- 2) Acteurs financiers (gestionnaires et ordonnateurs subdélégués) (obligation de consultation par l'intermédiaire des points de contact officiels de CESE)
- 3) Secrétaire général et service juridique (impliqués dans les cas exceptionnels ou une décision d'exclusion serait prise à l'encontre d'une entité légale conformément à l'article 109 du RF)

13/ POLITIQUE DE CONSERVATION DES DONNÉES PERSONNELLES (OU CATÉGORIES DE DONNÉES)

La période de rétention des données traitées au niveau de CESE correspond aux délais prévus dans le Règlement BCE

13 BIS/ DATES LIMITES POUR LE VERROUILLAGE ET L'EFFACEMENT (APRÈS REQUÊTE LÉGITIME DE LA PART DE LA PERSONNE CONCERNÉE). *(Merci d'indiquer les dates limites pour chaque catégorie, si nécessaire)*

VERROUILLAGE: Voir la notification de la Commission qui gère la BCE.
EFFACEMENT: Idem

14/ FINALITÉS HISTORIQUES, STATISTIQUES OU SCIENTIFIQUES

(Si vous conservez les données pour des périodes plus longues que celles mentionnées ci-dessus, merci d'indiquer, si nécessaire, ce pourquoi les données doivent être conservées sous une forme permettant l'identification.)

Néant

15/ TRANSFERTS DE DONNÉES ENVISAGÉS À DESTINATION DE PAYS TIERS OU D'ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Les données sont transférées vers la BDCE gérée par la CE.
Ces données peuvent par la suite être divulguées à des pays tiers ou organisations internationales conformément à l'article 108 RF.

16/ LE TRAITEMENT PRÉSENTE DES RISQUES PARTICULIERS QUI JUSTIFIENT UN CONTRÔLE PRÉALABLE
(Merci de décrire le traitement)

COMME PRÉVU À:

Article 27.2.(a)

(les traitements de données relatives à la santé et les traitements de données relatives à des suspicions, infractions, condamnations pénales ou mesures de sûreté;)

Article 27.2.(b)

(les traitements destinés à évaluer des aspects de la personnalité des personnes concernées, tels que leur compétence, leur rendement ou leur comportement;)

Article 27.2.(c)

(les traitements permettant des interconnexions non prévues en vertu de la législation nationale ou communautaire entre des données traitées pour des finalités différentes;)

Article 27.2.(d)

(les traitements visant à exclure des personnes du bénéfice d'un droit, d'une prestation ou d'un contrat.)

Autre (concept général de l'article 27.1)

17/ COMMENTAIRES

Toutes les informations relatives à la procédure mise en place au sein du CESE afin de permettre la consultation mais aussi, le cas échéant, l'inscription, la mise à jour ou suppression des données dans la BDCE, figurent dans la note de service "Consultation de la base de données centrale sur les exclusions" (annexe I à la présente notification).

LIEU ET DATE: BRUXELLES, 09/04/2014

DÉLÉGUÉ À LA PROTECTION DES DONNÉES: LUCAS CAMARENA

INSTITUTION OU ORGANE COMMUNAUTAIRE: CESE